

Commune de

LOHITZUN-OYHERCQ



CARTE COMMUNALE

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2019 approuvant la carte communale.

D – Pièces de procédure



Agence Publique de Gestion Locale - Service d'Urbanisme Intercommunal
Maison des Communes - rues Renoir et Courteault -B.P.609-64006 PAU CEDEX

Téléphone 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47 – service.urbanisme@apgl64.fr

Sommaire

- Délibération prescrivant l'élaboration de la Carte Communale

 - Délibération donnant accord de la commune à la Communauté d'agglomération pour poursuivre la carte communale

 - Délibération décidant de la poursuite de la carte communale par la Communauté d'agglomération

 - Avis des personnes publiques consultées
 - Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers
 - Chambre d'agriculture
 - Syndicat mixte du SCoT du Pays Basque et du Seignanx
 - Mission régionale de l'autorité environnementale de la Nouvelle Aquitaine
 - Monsieur le Préfet au titre de la demande de dérogation SCoT
-

Délibération prescrivant l'élaboration de la Carte Communale

COMMUNE DE LOHITZUN-OYHERCQ

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mil seize, le vingt neuf janvier, vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Mme **EXILARD PASCALE**, Maire.

Etaient présents : MM et MME ARGAIN Bénat. CHAPAR Agnès. ARHANCHET Didier. CHRISTY Nicolas. HARGUINDEGUY Jean-Michel. HALZUET Bruno. SALAMBEHERE André. EXILARD Christian.

Etait absent : MENDRIBIL Alain

Secrétaire de séance : M ARGAIN Bénat

Nombre de membres en exercice : 10 présents : 09 exprimés : 09

Vote : 09 pour - 0 contre - 0 abstentions

Délibération n° 29-01-16-D1

- **OBJET : ELABORATION DE LA CARTE COMMUNALE**
- **CONVENTION AVEC L'APGL**

Madame le Maire expose l'opportunité et l'intérêt pour la Commune de se doter d'une carte communale. La commune souhaite en effet la mise en place d'un tel document d'urbanisme qui permettra d'aménager, de protéger et de mettre en valeur le territoire communal.

Pour réaliser cette élaboration de carte communale, elle propose d'utiliser le Service d'Urbanisme Intercommunal de l'Agence Publique de Gestion Locale dans les mêmes conditions que les collectivités plus importantes utilisent le service d'urbanisme dont elles disposent en propre. Ceci suppose cependant la conclusion d'une convention avec l'Agence Publique de Gestion Locale, dont le maire soumet le projet à l'assemblée, lui demandant de l'autoriser à la signer.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.124-1 et suivants et R.124-1 et suivants,

DECIDE - l'élaboration d'une carte communale sur le territoire de la Commune, conformément aux dispositions des articles L.124-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

- de charger le Service d'Urbanisme Intercommunal de l'Agence Publique de Gestion Locale des études d'urbanisme et du suivi de la procédure d'élaboration de la carte communale ;

AUTORISE Madame le Maire à signer la convention fixant les conditions d'intervention de ce service conformément au projet ci-annexé.

SOLLICITE de l'Etat la dotation générale de décentralisation pour compenser la charge financière de la Commune correspondant à l'élaboration du document d'urbanisme.

DIT que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré (compte 202).

La présente délibération sera transmise au Sous-Préfet. Elle sera, en outre, transmise pour information :

- aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de la Communauté de Communes d'Amikuze

Fait à LOHITZUN-OYHERCQ,
Le 03 février 2016
Le Maire,

Délibération donnant accord de la commune à la Communauté d'agglomération pour poursuivre la carte communale

COMMUNE DE LOHITZUN-OYHERCQ

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille dix sept, le sept avril à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Mme **EXILARD PASCALE**, Maire.

Etaient présents : **ARGAIN Beñat** ; **CHRISTY Nicolas** ; **HARGUINDEGUY Jean-Michel** ; **HALZUET Bruno** ; **SALAMBEHERE André** ; **EXILARD Christian** ; **CHAPAR Marie-Agnès** ; **MENDRIBIL Alain** ; **ARHANCHET Didier**

Absent :

Secrétaire de séance : **CHAPAR Marie-Agnès**

Nombre de membres en exercice : 10 présents : 10 exprimés : 10

Vote : 10 pour - 0 contre - 0 abstention

OBJET : URBANISME : Accord de la Commune de Lohitzun-Oyhercq à la Communauté d'Agglomération Pays Basque de poursuivre la procédure d'élaboration de la carte communale

Par délibération en date du 29 janvier 2016, le Conseil Municipal de la commune de Lohitzun-Oyhercq a prescrit l'élaboration de sa carte communale.

Depuis le 1^{er} janvier 2017 et la création par fusion de la Communauté d'Agglomération du Pays Basque, cette dernière est compétente en matière de « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ».

L'article L. 153-9 du code de l'urbanisme dispose que la Communauté d'Agglomération peut décider d'achever toutes les procédures engagées avant sa création ; la Communauté se substituant de plein droit à la Commune dans tous les actes et délibérations afférents à ces procédures.

Cet article précise que lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de cette dernière est requis.

Il est donc demandé au Conseil municipal de la commune de Lohitzun-Oyhercq de donner son accord à la Communauté d'Agglomération Pays basque de poursuivre la procédure d'élaboration de la carte communale

Le Conseil Municipal,

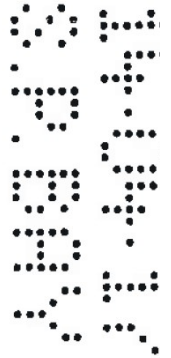
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°64-2016-07-13-011, en date du 13 juillet 2016, portant création de la Communauté d'Agglomération du Pays Basque, fixant notamment ses compétences ;
- Vu la délibération communale en vue de l'élaboration de la carte communale en date du 29 janvier 2016

APRES en avoir entendu l'exposé de Madame le Maire,

APRES en avoir délibéré,

DECIDE de donner son accord à ce que la Communauté d'Agglomération Pays Basque de
poursuive la procédure d'élaboration de la carte communale, de la commune de Lohitzun-
Oyhercq, engagée par la commune avant le transfert de compétence.

Fait et délibéré en séance,
Pour copie conforme,
Le Maire,



Délibération décidant de la poursuite de la carte communale par la Communauté d'agglomération



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 8 AVRIL 2017

**OJ N°38 - AMENAGEMENT ET HABITAT.
URBANISME REGLEMENTAIRE. POURSUITE DES PROCEDURES DE DOCUMENTS
D'URBANISME COMMUNAUX EN COURS, ENGAGEES AVANT LE 1^{er} JANVIER 2017**

Date de la convocation : 31 mars 2017

Nombre de conseillers en exercice : 233

Président de séance : Monsieur Jean-René ETCHEGARAY, Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque

PRESENTS :

ABBADIE Arnaud, AGUERGARAY Léonie, ALÇUGARAT Christian, ALDACOURROU Michel, ALZURI Emmanuel, ANCHORDOQUY Jean-Michel représenté par CASTANCHOA Jean-Marie, ANGLADE Jean-François, APEÇARENA Jean-Pierre, ARAMENDI Philippe, ARCOUET Serge, ARRABIT Bernard, ARROSSAGARAY Pierre, BACHO Sauveur, BARANTHOL Jean-Marc, BARATE Jean-Michel, BARETS Claude, BARUCQ Guillaume (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°31), BAUDRY Paul, BEGUE Catherine, BEGUERIE Adrien, BÉHOTÉGUY Maïder, BELLEAU Gabriel, BERARD Marc, BERGE Mathieu, BERRA Jean-Michel, BERTHET André, BETBEDER Lucien, BIDART Jean-Paul, BISAUTA Martine, BLEUZE Anthony, BONZOM Jean-Marc, BORDES Alexandre, BOSCO Dominique, BRAU-BOIRIE Françoise, BRISSON Max (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°29), BRU Vincent (quitte la séance avant le vote de l'OJ N°1 et retour à partir de l'OJ N°38), BUSSIRON Jean-Yves, CACHENAUT Bernard, CAMOU Jean-Michel, CAPDEVIELLE Colette, CARPENTIER Vincent représenté par AUCKENTHALER Nathalie, CARRERE Bruno, CARRICABURU Jean, CARRICART Pierre, CARRIQUE Renée, CASABONNE Bernard, CASTAGNEDE Jocelyne, CASTAING Alain, CASTEL Sophie, CAZALIS Christelle, CHANGALA André, CHASSERIAUD Patrick, CLAVERIE Peio, CURUTCHARRY Antton, DAGORRET François, DALLEMANE Michel, DARASPE Daniel, DE CORAL Odile, DE PAREDES Xavier, DELGUE Jean-Pierre, DELGUE Lucien, DENDARIETA Michel, DESTIZON Patrick, DEVEZE Christian (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°27), DONAPETRY Jean-Michel, DUBLANC Gilbert, DUBOIS Alain, DUHART Agnès, DUHART Peyuco, DURRUTY Sylvie, ECENARRO Kotte, ECHEVERRIA Andrée, ECHEVERRIA Philippe, ELGUE Martin, ELHORGADARGAINS Gaxuxa, ELISSALDE Philippe, ELIZALDE Iker, ERDOZAINCY-ETCHART Christine, ERGUY Chantal, ERNAGA Michel (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°34), ERREÇARRET Anicet, ESCAPIL-INCHAUSPÉ Philippe, ESMIEU Alain, ESPIAUBE Marie-José, ETCHART Jean-Louis, ETCHART Jean-Pierre représenté par HASTOY Jean-Baptiste (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°23), ETCHEBER Pierre, ETCHEBEST Michel, ETCHEGARAY Jean-René, ETCHEMAITE Pierre, ETCHEMENDY Jean, ETCHEMENDY René, ETCHEPARE Philippe, ETCHETO Henri (quitte la séance avant le vote de l'OJ N°2), ETCHEVERRY Maialen, ETCHEVERRY Michel, EXILARD Pascale, EYHARTS Jean-Marie, EYHERABIDE Pierre, FIESCHI Pierre, FONTAINE Arnaud, FOURNIER Jean-Louis, GALANT Jean-Michel, GALLOIS Françoise, GAMOY Roger, GARICOITZ Robert, GASTAMBIDE Arño, GAVILAN Francis, GETTEN-PORCHE Claudine, GONZALEZ Francis, GOYENECHÉ Laurence démissionnaire et représentée par sa suppléante Sylvie LEIZAGOYEN, GOYHENEIX Joseph, GUILLEMIN Christian, GUILLEMOTONIA Pierre, HACALA Germaine, HAYE Gyslaine, HEUGUEROT Daniel, HIALLE Sylvie, HIRIART Michel (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°34), HIRIGOYEN Roland, IBARLOZA Iñaki (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°1), IBARRA Michel, IDIART Alphonse, IDIART Michel, IDIARTEGARAY-PUYOU Jeanne, IHIDOY Sébastien, INCHAUSPÉ Beñat, INCHAUSPÉ Henry, IPUTCHA Jean-Marie, IRASTORZA Didier, IRIART Alain, IRIART Jean-Claude, IRIART Jean-Pierre, IRIGOIN Didier, IRIGOIN Jean-Pierre, IRIGOYEN Nathalie représentée

par HAMONOU Arnaud, IRUMÉ Jacques, IRUMÉ Jean-Michel, ITHURRALDE Eric, ITHURRIA Nicole, JOCOU Pascal, JONCOHALSA Christian, JUZAN Philippe (quitte la séance avant le vote de l'OJ N°1), KEHRIG-COTTENÇON Chantal, LABORDE-LAVIGNETTE Jean-Baptiste, LACASSAGNE Alain, LACOSTE Xavier, LAFITE Guy (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°33), LAFITTE Pascal, LAFLAQUIERE Jean-Pierre (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°45), LAMERENS Jean-Michel, LARRALDE André, LARRAMENDY Jules représenté par GALLOT Christian, LARRANDA Régine, LARRODE Jean-Pascal, LARROUSSET Albert représenté par Madame BURRE CASSOU Marie-Pierre (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°39), LATAILLADE Robert, LAUQUÉ Christine, LESPADE Daniel, LEURGORY Charles, LISSARDY Sandra, LOUGAROT Bernard, LOUSTAUDAUDINE Jean-Jacques, MANDAGARAN Arnaud, MARTIN-DOLHAGARAY Christine, MEYZENC Sylvie, MIALOCQ Marie-José, MILLET-BARBÉ Christian (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°30), MINONDO Raymond, MIRANDE Jean-Pierre, MONDORGE Guy, MOTSCH Nathalie (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°45), MOUESCA Colette, NARBAÏS-JAUREGUY Éric, NEGUELOUART Pascal, NEYS Philippe (quitte la séance avant le vote de l'OJ N°1), NOUSBAUM Pierre-Marie, OÇAFAIN Gilbert, OÇAFAIN Michel, OLÇOMENDY Daniel, OLIVE Claude (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°25), ONDARS Yves, PONS Yves, POULOU Guy, POYDESSUS Jean-Louis, POYDESSUS Philippe, PRAT Jean-Michel, PREBENDE Jean-Louis, SAINT ESTEVEN Marc représenté par DUFOURCQ Robert, SAN PEDRO Jean, SANPONS Maryse, SANBERRO Thierry, SECALOT Michel, SERVAIS Florence, SOROSTE Michel (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°23), SUESCUN Pierre, THEBAUD Marie-Ange, THICOIPÉ Michel, TRANCHÉ Frédéric, UGALDE Yves, UHART Michel, URRUTIAGUER Sauveur (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°34), UTHURRALT Dominique, VERNASSIERE Marie-Pierre, VEUNAC Jacques, VEUNAC Michel, VILLENEUVE Arnaud représenté par POURILLOU Pierre, YBARGARAY Jean-Claude.

ABSENTS OU EXCUSES :

AGUERRE Barthélémy, ARHANCHIAGUE Jean-Pierre, BERLAN Simone, BICAIN Jean-Michel, BIDEgain Gérard, BIDEGARAY Barthélémy, BUTORI Nicole, CASET Jean-Louis, DARRASSE Nicole, DAVANT Allande, DE LARA Manuel, DEQUEKER Valérie, DOYHENART Jean-Jacques, ELGOYHEN Monique, ETCHEBERRY Jean-Jacques, GOMEZ Ruben, HARRIET Jean-Pierre, IRIGARAY Bruno, LAPEYRADE Roger, LARRABURU Antton, LASSERRE Marie, LASSERRE-DAVID Florence, PEILLEN Jean-Marc, PICARD-FELICES Marie, SAINT CRICQ Jean-Benoît démissionnaire.

PROCURATIONS :

AGUERRE Barthélémy à APEÇARENA Jean-Pierre, ARHANCHIAGUE Jean-Pierre à IBARRA Michel, BARUCQ Guillaume à MOTSCH Nathalie (à partir de l'OJ N°32 jusqu'à l'OJ N°45), BERLAN Simone à BEHOTEGUY Maider, BIDEgain Gérard à NARBAÏS-JAUREGUY Eric, BIDEGARAY Barthélémy à HIRIGOYEN Roland, BRISSON Max à BRAU-BOIRIE (à partir de l'OJ N°30), BRU Vincent à BAUDRY Paul (OJ N°1 jusqu'à l'OJ N°37) BUTORI Nicole à TRANCHE Frédéric, DARRASSE Nicole à CHASSERIAUD Patrick, DE LARA Manuel à DUHART Peyuco, DEQUEKER Valérie à OLIVE Claude (Jusqu'à l'OJ N°25), DEVEZE Christian à IRASTORZA Didier (à partir de l'OJ N°28), ELGOYHEN Monique à ECHEVERRIA Andrée, ERNAGA Michel à ERGUY Chantal (à partir de l'OJ N°35), ETCHEBERRY Jean-Jacques à LOUGAROT Bernard, ETCHETO Henri à CAPDEVIELLE Collette à partir de l'OJ N°2), HARRIET Jean-Pierre à GAMOY Roger, HIRIART Michel à POULOU Guy (à partir de l'OJ N°35), LAFITE Guy à HAYE Ghislaine (à partir de l'OJ N°34), LARRABURU Antton à LARRANDA Régine, LASSERRE Marie à BERTHET André, LASSERRE-DAVID Florence à VEUNAC Jacques, MILLET-BARBÉ Christian à MEYZENC Sylvie (à partir de l'OJ N°32), NEYS Philippe à DURRUTY Sylvie (à partir de l'OJ N°1), OLIVE Claude à BLEUZE Anthony (à partir de l'OJ N°26), PICARD-FELICES Marie à ETCHETO Henri (OJ N°1), SOROSTE Michel à SUESCUN Pierre (à partir de l'OJ N°24), URRUTIAGUER Sauveur à DELGUE Jean-Pierre (à partir de l'OJ N°35).

SECRETAIRE DE SEANCE : Monsieur LARRALDE André.

**OJ N°38 - AMENAGEMENT ET HABITAT.
URBANISME REGLEMENTAIRE. POURSUITE DES PROCEDURES DE DOCUMENTS
D'URBANISME COMMUNAUX EN COURS, ENGAGEES AVANT LE 1^{er} JANVIER 2017**

Madame Marie-José MIALOCQ présente le rapport suivant :

Mes chers collègues,

Préalablement à la création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque compétente en matière de « plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale », des communes avaient engagé des procédures d'élaboration ou d'évolution de leurs PLU communaux, cartes communales ou autres documents d'urbanisme en tenant lieu ou encore de leurs règlements locaux de publicité.

Comme le prévoit les articles L153-9 I, L. 163-3 alinéa 2 du code de l'urbanisme, depuis le 1^{er} janvier 2017, la Communauté d'Agglomération se substitue de plein droit aux communes, dans tous les actes et délibérations afférents à ces procédures engagées avant la date de sa création par fusion.

En effet, l'article L153-9 I du code de l'urbanisme, tel que modifié par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017, dite loi Egalité et citoyenneté, dispose plus précisément : « I. - L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au 1° de l'article L. 153-8 peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence. ».

L'article L. 163-3 alinéa 2 du Code de l'urbanisme énonce : « L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au premier alinéa peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'une carte communale, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion, ou du transfert de cette compétence. Il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence ».

La législation en vigueur permet donc à la Communauté d'Agglomération d'achever les procédures engagées par les communes membres avant la date du transfert de compétence, dès lors que la Communauté et les communes concernées en sont d'accord (il s'agit d'une faculté d'achèvement des procédures pour la Communauté d'Agglomération).

La présente délibération a pour objet de permettre au Conseil communautaire de se prononcer sur le choix d'achever les procédures communales en cours.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque doit obtenir l'accord de la commune concernée, comme le prévoient l'article L 153-9 I du code de l'urbanisme (pour les PLU ou documents d'urbanisme en tenant lieu) et l'article L. 163-3 alinéa 2 du même code (pour les cartes communales) cités ci-dessus. Cet accord se fait par délibération du Conseil municipal. La Communauté d'Agglomération ne pourra poursuivre lesdites procédures qu'avec l'accord de la commune. En l'absence d'accord de la commune, la procédure ne pourra pas être achevée.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a procédé auprès des communes membres à un recensement de l'ensemble des procédures communales en cours.

Au terme de ce recensement, plusieurs communes ont d'ores et déjà, par délibération, donné leur accord quant à l'achèvement par la Communauté d'Agglomération Pays Basque de leurs procédures en cours.

Par les présentes, il est proposé d'acter l'achèvement par la Communauté d'Agglomération de ces procédures dont la liste est jointe en annexe.

Il convient de préciser que les marchés, les contrats d'études, les conventions et toutes les dépenses correspondant à ces procédures sont transférés de plein droit à la Communauté d'Agglomération (en application de l'article L. 5211-41 du code général des collectivités territoriales) et que les crédits correspondant à l'achèvement de ces démarches seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Cette démarche d'achèvement des procédures en cours concerne les plans locaux d'urbanisme, les cartes communales et les règlements locaux de publicité, étant entendu que l'article L. 581-14-1 du code de l'environnement prévoit que le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des PLU définies au titre V du livre Ier du code de l'urbanisme.

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-41 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-9 I et L. 163-3 ;

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 581-14-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°64-2016-07-13-01 en date du 13 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, fixant notamment ses compétences ;

Vu la liste des procédures engagées par les communes membres avant le 1^{er} janvier 2017 mentionnant leur accord à ce que la procédure soit achevée par la Communauté d'Agglomération Pays Basque et annexée à la présente délibération ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération Pays Basque, créée au 1^{er} janvier 2017, est compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, ainsi que de règlement local de publicité ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération est compétente de plein droit pour achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu, d'une carte communale ou d'un règlement local de publicité, engagée avant la date de sa création, après accord de la commune concernée ; qu'en cas d'accord, l'Agglomération se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création ;

Considérant que les documents d'urbanisme communaux existants restent en vigueur, en l'absence d'un plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal ou de PLU infracommunautaires. Il en va de même pour les règlements locaux de publicité et les cartes communales ;

Considérant que l'élaboration du ou des futurs plans locaux d'urbanisme infracommunautaires nécessiteront plusieurs années d'études et de procédure avant leur approbation ;

Que des procédures d'élaboration ou de révision de plans locaux d'urbanisme ou de documents d'urbanisme en tenant lieu, de cartes communales et de règlements locaux de publicité ont été engagées avant le 1^{er} janvier 2017 ; que la reprise de ces procédures par la Communauté d'Agglomération Pays Basque doit faire l'objet de l'accord des Communes concernées ;

Que, dans ces conditions, il est opportun que la Communauté d'Agglomération achève les procédures engagées avant la date de sa création ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- décide d'achever les procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et cartes communales, ainsi que des règlements locaux de publicité, engagées par les communes avant la création de la Communauté d'Agglomération, telles que listées dans le tableau annexé à la présente délibération.
- prend acte du fait que les marchés, les contrats d'études, les conventions et toutes les dépenses correspondants à ces procédures sont transférés de plein droit à la Communauté d'Agglomération et que les crédits correspondants à la poursuite et l'achèvement de ces démarches sont inscrits au budget.
- précise que la présente délibération sera transmise en sous-préfecture de Bayonne et fera l'objet d'un affichage pendant un mois en mairie de chacune des communes membres, ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera également publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

ADOpte A LA MAJORITE

Pour : 202 voix

Contre : 3 voix

Abstention : 5

Ne prend pas part au vote : 0

Non votants : 10

Contre : 154 IRIGOYEN Nathalie, 176 LARROUSSET Albert, 221 SUESCUN Pierre

Abstention : 010 ARAMENDI Philippe, 068 DE CORAL Odile, 084 ECENARRO Kotte, 141 IDIART Michel, 162 KEHRIG COTTENCON Chantal

Non votants : 044 BUTORI Nicole (224 TRANCHE Frédéric), 066 DARRASSE Nicole (060 CHASSERIAUD Patrick), 090 ELISSALDE Philippe, 121 GARICOITZ Robert, 122 GASTAMBIDE Arno, 147 IRASTORZA Didier, 153 IRIGOIN Jean-Pierre, 194 MOTSCH Nathalie, 220 SOROSTE Michel (221 SUESCUN Pierre), 224 TRANCHE Frédéric

Fait et délibéré en séance les jours,
mois et an que dessus et le présent
extrait certifié conforme au registre.

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint

Xavier ASPORD



Certifié exécutoire

Transmis au contrôle de légalité le

Publié le 21 AVR. 2017

21 AVR. 2017

Siège
15 avenue Foch - CS 88 507
64 185 Bayonne Cedex
05 59 44 72 72

Egoitza
15 Foch Etorbidza - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

Sedeñça
15 Avenguda Foch - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

PROCEDURES COMMUNALES EN COURS ENGAGEES AVANT LE 1^{ER} JANVIER/2017

(Liste des procédures engagées par les communes compétentes avant la création de la CAPB.

Les procédures portées par les anciens EPCI ne sont pas visées par l'article L153-9).

Commune	Type de procédure
Ahetze	Révision du Plan local d'urbanisme
Aïcirits-Camou-Suhast	Elaboration du Plan local d'urbanisme
Ainhoa	Révision du Plan local d'urbanisme
Amorots-Succos	Elaboration du Plan local d'urbanisme
Arbonne	Révision du Plan local d'urbanisme
Arbouet-Sussaute	Elaboration de Carte communale
Arcangues	Révision du Plan d'occupation des sols
Armendarits	Révision de Carte communale
Aroue-Ithorots-Olhaïby	Elaboration de Carte communale
Arrast-Larrebieu	Elaboration de Carte communale
Bardos	Révision du Plan local d'urbanisme
Bassussarry	Révision du Plan local d'urbanisme
Béguios	Elaboration de Carte communale
Cambo-les-Bains	Révision du Plan local d'urbanisme
Charritte-de-Bas	Elaboration du Plan local d'urbanisme
Ciboure	Elaboration du Plan local d'urbanisme
Domezain-Berraute	Elaboration de Carte communale
Espelette	Révision du Plan local d'urbanisme
Espès-Undurein	Révision du PLU au titre de l'article Article L.153-34 du Code de l'urbanisme
Etcharry	Elaboration de Carte communale
Etchebar	Elaboration de Carte communale
Gabat	Elaboration de Carte communale
Guéthary	Révision du Plan local d'urbanisme
Guiche	Révision du Plan local d'urbanisme
	Modification du Plan local d'urbanisme
Halsou	Révision du Plan local d'urbanisme
Hendaye	Révision du Plan local d'urbanisme
	Modification du Plan local d'urbanisme
Iholdy	Révision de Carte communale
Ilharre	Elaboration de Carte communale
Ispoure	Elaboration du Plan local d'urbanisme
Itxassou	Révision du Plan local d'urbanisme
Jatxou	Modification du Plan local d'urbanisme
	Modification du Plan local d'urbanisme

Siege

15 avenue Foch - CS 88 507
64 185 Bayonne Cedex
05 59 44 72 72

Egoitza

15 Foch Etorbidea - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

Sedeñça

15 Avenguda Foch - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

Labets-Biscay	Elaboration de Carte communale
Lacarry-Arhan-Charritte-de-Haut	Elaboration de Carte communale
Lahonce	Révision du Plan local d'urbanisme
Larceveau-Arros-Cibits	Révision de Carte communale
Larrau	Elaboration du Plan local d'urbanisme
Larressore	Révision du Plan local d'urbanisme
Larribar-Sorhapuru	Elaboration de Carte communale
Lasse	Elaboration du Plan local d'urbanisme
Lohitzun-Oyhercq	Elaboration de Carte communale
Louhossoa	Révision du Plan d'occupation des sols
Menditte	Elaboration de Carte communale
Mouguerre	Révision du Plan local d'urbanisme
Ordiarp	Elaboration de Carte communale
Osserain-Rivareyte	Elaboration de Carte communale
Ostabat Asme	Elaboration de Carte communale
Saint-Etienne-de-Baïgorry	Révision du Plan local d'urbanisme
Saint-Jean-de-Luz	Révision du Plan local d'urbanisme
	Révision Règlement local de publicité
Saint-Jean-Pied-de-Port	Elaboration du Plan local d'urbanisme
Saint-Michel	Elaboration du Plan local d'urbanisme
Saint-Palais	Révision du Plan local d'urbanisme
Saint-Pée-sur-Nivelle	Révision du Plan local d'urbanisme
Saint-Pierre-d'Irube	Révision du PLU au titre de l'article Article L.153-34 du Code de l'urbanisme
	Modification du Plan local d'urbanisme
Sauguis-Saint-Etienne	Elaboration de Carte communale
Souraïde	Révision de Carte communale
Urcuit	Révision du Plan local d'urbanisme
Urrugne	Révision du Plan local d'urbanisme
Urt	Révision du Plan local d'urbanisme
Ustaritz	Révision du Plan local d'urbanisme
	Elaboration Règlement local de publicité
Villefranque	Révision du Plan local d'urbanisme

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 21/04/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/04/2017

Sedeñça
15 Avilenguda Echi - CS 88 507
04 185 Itarona Cedex
05 59 44 72 72

Avis des personnes publiques consultées



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

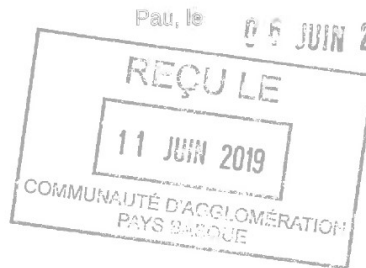
JCA STAH

CS

Direction départementale
des Territoires et de la Mer

Service Aménagement,
Urbanisme, Risques
Planification

Affaire suivie par : Chantal Haté-Laloubère
Tél. 05 59 80 88 21 – Fax : 05 59 80 87 38
Courriel : ddtm-saur@pyrenees-atlantiques.gouv.fr



Monsieur le Président,

Vous m'avez transmis le 3 avril 2019 le projet d'élaboration de la carte communale de la commune de Lohitzun-Oyhercq pour avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF).

Conformément aux dispositions de l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, des articles L. 163-4, L. 163-8 et R. 163-3 du code de l'urbanisme, cette commission dispose d'un délai de deux mois pour rendre son avis soit avant le 3 juin 2019.

Cette commission s'étant réunie le 27 mai 2019 et a adopté en séance l'avis suivant :

Considérant l'objectif de consommation d'espace modéré ;
Considérant que les zones constructibles sont situées autour des bourgs historiques
Considérant que des parcelles sont situées dans le périmètre de réciprocity d'un bâtiment d'élevage au quartier Bidau ;
Considérant qu'en cela il ne pourra être réalisé de constructions sur ces terrains ;

Avis favorable sous réserve de reverser en zone non constructible les parcelles cadastrées A782, A802 et A803 quartier Bidau.

Vous voudrez bien insérer cet avis dans le dossier d'enquête publique.

En outre, votre commune est soumise aux dispositions relatives à l'urbanisation limitée en application de l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme.

En effet dans les communes pour lesquelles un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable, les secteurs non constructibles des cartes communales ne peuvent être ouverts à l'urbanisation à l'occasion d'une procédure d'élaboration de carte communale sauf à obtenir une dérogation (article L. 142-5 du code de l'urbanisme) accordée par le Préfet après avis de la CDPENAF et du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale.

Dès lors, il vous appartient de solliciter cette dérogation auprès de monsieur le Préfet à l'issue de l'enquête publique, en joignant l'avis du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

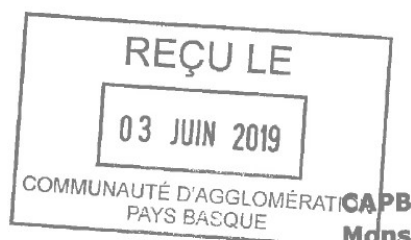
Le Président de la commission,

Monsieur Jean-René ETCHEGARAY
Président de la communauté
d'agglomération du Pays Basque
15 Avenue Foch
64100 BAYONNE

Nicolas JEANJEAN

Siège Social
124 boulevard Tourasse
64078 PAU CEDEX
Tél : 05.59.80.70.00
Fax : 05.59.80.70.01
Email :
accueil@pa.chambagri.fr

Affaire suivie par :
Gaëlle BENCE
☎ 05.59.70.29.25
Secrétariat : 05.59.80.70.39
Fax : 05.59.70.29.29
Email :
g.bence@pa.chambagri.fr



Monsieur le Président

DGA STAH
Direction de la Planification et service ADS
15 avenue Maréchal Foch
64100 Bayonne

Hasparren, le 24 mai 2019

Objet : Projet de carte communale de Lohitzun-Oyhercq

Monsieur le Président,

Mes services ont bien reçu le projet de carte communale de la commune de Lohitzun-Oyhercq pour lequel vous sollicitez l'avis de la Chambre d'agriculture.

Nous observons que la commune s'est attachée à privilégier l'urbanisation sur les 2 bourgs historiques : le bourg de Lohitzun (dont une partie du village bénéficie d'un assainissement collectif) et le village d'Oyhercq, limitant ainsi la dispersion de l'habitat.

Ce choix va permettre un accueil de population tout en limitant les impacts sur l'activité agricole ; nous émettons de ce fait un avis favorable à ce projet de carte communale.

Nous vous recommandons toutefois de retirer de la zone constructible les terrains localisés dans les périmètres d'éloignement des bâtiments d'élevage qui, de ce fait, sont inconstructibles. Cela afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté pour les administrés.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Bernard LAYRE

Président de la Chambre d'Agriculture



Syndicat Mixte du SCoT du Pays Basque et du Seignanx

19 rue Jean Molinié- 64100 BAYONNE- Tél : 05.59.74.02.57

BUREAU SYNDICAL DU JEUDI 09 mai 2019

Extrait du registre des décisions du Bureau

Le bureau s'est réuni à Hasparren dans la salle de réunion du Pôle du Pays de Hasparren de l'Agglomération Pays Basque, le 09 mai 2019, sur invitation du Président, Marc Bérard, en date du 03 mai 2019.

Président de séance : Marc BERARD

	Territoires	Présents	Excusés
Communauté d'Agglomération Pays Basque	Côte Basque Adour	BERARD Marc	LACASSAGNE Alain
			MOTSCH Nathalie
			VEUNAC Jacques
	Sud Pays Basque	TELLECHEA Jean	DE RAVIGNAN Carole
		MIALOCQ Marie-José	
	Errobi	CARPENTIER Vincent	
		LAMERENS Jean-Michel	
	Nive-Adour	HIRIGOYEN Roland	
		SAINT-ESTEVEN Marc	
	Pays de Hasparren	DONAPETRY Jean-Michel	
		JOCOUC Pascal	
	Amikuze	MANDAGARAN Arnaud	IRIGOIN Didier
	Garazi-Baïgorry	EYHERABIDE Pierre	IDIART Alphonse
	Soule	IRIART Jean-Pierre	
		LOUGAROT Bernard	
Cté de communes du Seignanx	Iholdy-Ostibarre	LARRALDE André	
		LARRAMENDY Jules	
	Pays de Bidache	AIME Thierry	
		COHERE Lucien	
		BRESSON Mike	LARRE Jean-Marc

Date d'envoi de la convocation : 03/05/2019

Membres du Bureau en exercice : 25

Membres du Bureau présents : 18

Membres du Bureau ayant pris part au vote : 18

Décision n°2019-17 – Urbanisme : Avis sur le projet de carte communale de LOHITZUN-OYHERCQ

La commune de Lohitzun-Oyhercq est actuellement soumise au RNU et a choisi d'élaborer une carte communale. N'étant pas couverte par un SCoT, la commune est soumise à l'article L142-4 du code de l'urbanisme. Elle doit donc, pour pouvoir ouvrir des zones à l'urbanisation obtenir la dérogation préfectorale en application de l'article L142-5 du CU.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 23 /05/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 23 /05/2019

Le Préfet prend cette dérogation au regard :

- de l'avis de la CDPENAF,
- et de l'avis du syndicat mixte du SCoT (SM SCoT).

La CAPB a donc sollicité le syndicat mixte du SCoT du Pays Basque et du Seignanx dans ce cadre le 3 avril 2019. L'avis du syndicat doit intervenir dans les deux mois suivant la sollicitation.

Le Syndicat mixte du SCoT doit donc formuler un avis sur les ouvertures à l'urbanisation proposées dans le projet de carte communale. Avis qui sera transmis au Préfet.

La commune devra obtenir cette dérogation pour approuver son document d'urbanisme.

Le Syndicat a participé à une réunion PPA le mardi 2 octobre 2018.

1. LE PROJET DE LOHITZUN-OYHERCQ

1.1. LES PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES ET LA PRODUCTION DE LOGEMENTS :

La commune connaît, depuis 2012, une légère reprise démographique (192 habitants en 2012, 204 en 2016). Elle souhaiterait maintenir cette reprise et vise entre 217 et 227 habitants en 2028.

Pour cela, elle estime nécessaire la construction d'une vingtaine de logements supplémentaires (moins de 2 log/an).

Depuis 2007, le rythme de construction est de 7 logements pour une consommation de 1,8 ha ; soit 2500 m² par nouvelle habitation en moyenne (4 log/ha). 4 logements supplémentaires ont été produits par réhabilitation ou transformation de construction.

1.2. L'ORGANISATION DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL

La commune se situe en Amikuze, à une quinzaine de minutes en voiture de Saint Palais, hors de axes de déplacement les plus importants.

La commune possède un système d'assainissement collectif sur une partie du Bourg de Lohitzun, pour 30eq/hab, qui autorise le raccordement de 6 habitations supplémentaires.

Tous les terrains proposés à la construction en dehors de ce réseau sont aptes à l'assainissement autonome.

L'habitat se concentre notamment sur le bourg de Lohitzun. La dispersion du reste des constructions est due aux exploitations agricoles présentes sur tout le territoire communal.

Il existe également le « bourg » d'Oyhercq, groupement d'habitations formé autour de l'ancienne église communale.

1.3. L'ECONOMIE

L'activité agricole est dynamique dans cette commune avec une vingtaine d'exploitations avec une SAU d'environ 1082 ha. Les prairies dominent. En dehors de l'agriculture, la commune accueille peu d'activités (présence d'un restaurant sur le bourg de Lohitzun).

1.4. LES ESPACES NATURELS ET FORESTIERS

La commune est concernée par deux sites inscrits Natura 2000 : « la Bidouze » et « le Saison ». Les réservoirs de biodiversité et les zones inondables sont maintenus en zones inconstructibles.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 23 /05/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 23 /05/2019

2. L'OBJET DE L'AVIS DU SCOT : LES OUVERTURES A L'URBANISATION

Le bureau doit statuer sur les ouvertures à l'urbanisation. Dans ce cas, il s'agit des zones constructibles qui ne l'auraient pas été en RNU (c'est-à-dire les terrains « hors parties urbanisées »).

Les zones constructibles se situent sur 3 entités distinctes dont deux avec des possibilités de nouvelles constructions (une vingtaine de constructions sur 2,38 ha).

1 : le Bourg de Lohitzun : 11 lots à bâtir (potentiel constructible 1,58ha)

Le bourg est constitué d'une vingtaine de constructions et voit une partie des terrains disponibles en épaissement grevée par un périmètre de réciprocité de bâtiment agricole.

Toutefois, l'objectif est de renforcer ce bourg en remplissant les dents creuses et en offrant de nouvelles possibilités à bâtir.

Après analyse des contraintes environnementales et agricoles il est proposé un zonage privilégiant l'épaississement. Quelques terrains sont ouverts en prolongement le long de la voie au sud du Bourg.

Le principe retenu pour évaluer la capacité constructible est une densité de 10 log/ha pour le secteur assaini et 6 log/ha pour les secteurs en assainissement autonome (soit 1500 m² minimum).

Ainsi, il est proposé la construction de 6 maisons en assainissement collectif et 5 en assainissement autonome.

2 : le quartier de Bidau : pas de lots à bâtir

Ce secteur se situe à environ 500m au sud du Bourg.

Il s'agit d'un petit groupe d'habitations récentes (6 habitations).

La commune a souhaité reconnaître la réalité de ce petit quartier par la mise en place d'un zonage, sachant qu'il n'y a pas de parcelles constructibles et que la plupart des bâtiments déjà existants sont concernés par un périmètre de réciprocité.

3 : le « bourg » d'Oyhercq : 4 lots à bâtir (potentiel constructible 0,8 ha)

Le secteur se situe au nord de la commune et vient marquer la présence de l'ancien « bourg » d'Oyhercq aujourd'hui constitué de l'église, du fronton et de 4 habitations.

Il est proposé de renforcer ce petit groupement d'habitations en épaissement du tissu existant et d'autoriser 4 constructions supplémentaires.

Le Bureau syndical, après en avoir débattu et délibéré à l'unanimité des suffrages exprimés :

➔ **EMET UN AVIS FAVORABLE** sur l'élaboration de la carte communale de LOHITZUN-OYHERCQ

Le Président,
Marc BERARD



La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 23 /05/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 23 /05/2019

Avis Tacite de la MRAe

Mail transmis par la MRAe

Monsieur le Président,

Je vous informe que votre demande relative au dossier cité ci-dessus a fait l'objet d'une absence d'avis émis par la MRAe (Mission Régionale de l'Autorité environnementale) dans le délai de trois mois prévu à l'article R104-25 du Code de l'urbanisme.

Cette information est publiée sur le site internet suivant : <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/>

Je vous remercie par avance de bien vouloir accuser réception de ce mail pour le bon suivi du dossier. Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Sarah DAL ZOVO

Assistante du pôle plans-schémas-programmes

DREAL Nouvelle-Aquitaine

Mission évaluation environnementale

Tél. 05.56.93.32.50

Cité administrative

Rue Jules Ferry - CP 55 - 33090 Bordeaux cedex

Extrait du site internet de la MRAe

The screenshot shows the website of the MRAe Nouvelle-Aquitaine. The header features the MRAe logo and the text 'Missions régionales d'autorité environnementale'. A search bar is visible in the top right corner. The main navigation bar includes 'Accueil > Les MRAe > Nouvelle-Aquitaine > Avis rendus'. The left sidebar contains a menu with 'NOUVELLE-AQUITAINE' and 'Avis rendus' highlighted. The main content area displays 'Avis rendus' with a list of archives for 2016, 2017, and 2018. Below this, a section titled 'Avis rendus de la MRAe Nouvelle Aquitaine publié le 3 juillet 2019' contains a text box explaining the scope of the MRAe's competence. At the bottom, a 'JUILLET 2019' section lists two specific cases: the elaboration of the communal map of Iholdy (64) and the communal map of Lohitzun-Oyhercq (64), both with a note that no opinion was issued within the 3-month deadline.

MRAe Missions régionales d'autorité environnementale

RECHERCHER OK

Accueil > Les MRAe > Nouvelle-Aquitaine > Avis rendus

NOUVELLE-AQUITAINE

Les membres

Examen au cas par cas et autres décisions

Avis rendus

- Archives 2016
- Archives 2017
- Archives 2018

Avis rendus sur projets

Rapport d'activité

Contact MRAe

Avis rendus

- Archives 2016
- Archives 2017
- Archives 2018

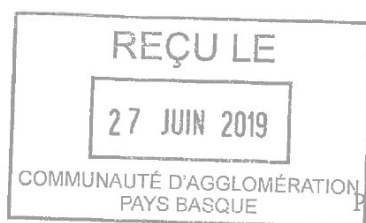
Avis rendus de la MRAe Nouvelle Aquitaine
publié le 3 juillet 2019

Les Missions régionales d'autorité environnementale sont compétentes pour certains types de plans et programmes – les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales – et pour les projets ayant fait l'objet d'une saisine de la Commission nationale du débat public.

JUILLET 2019

Élaboration de la carte communale d'Iholdy (64)
Absence d'avis émis par la MRAe dans le délai de 3 mois prévu à l'article R104-25 du code de l'urbanisme (Pyrénées-Atlantiques)
2019ANA127 / PP-2019-8128
Absence d'avis du 3 juillet 2019

Élaboration de la carte communale de Lohitzun-Oyhercq (64)
Absence d'avis émis par la MRAe dans le délai de 3 mois prévu à l'article R104-25 du code de l'urbanisme (Pyrénées-Atlantiques)
2019ANA126 / PP-2019-8127
Absence d'avis du 3 juillet 2019



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DGA STAIT



Direction départementale
des Territoires et de la Mer

Service Aménagement, Urbanisme,
Risques

Unité Planification

Pau, le 20 JUIN 2019

CS

Le Préfet

à

Monsieur le Président de la communauté
d'agglomération du Pays-Basque

Affaire suivie par : Carine Cabané
Téléphone : 05 59 80 87 09 Fax : 05 59 80 87 38
Courriel : ddtm-saur@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Objet : Demande de dérogation
PJ :

Par courrier en date du 3 avril 2019, vous m'avez sollicité afin d'obtenir une dérogation à l'article L.142-4 du code de l'urbanisme dans le cadre de l'élaboration de la carte communale de la commune de Lohitzun-Oyhercq.

En effet, dans les communes pour lesquelles un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable, l'ouverture à l'urbanisation d'une carte communale exige l'obtention d'une dérogation. Cette demande de dérogation est soumise à l'avis du syndicat mixte porteur du schéma de cohérence territoriale et à celui de la commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF).

Le syndicat mixte du SCoT du Pays-Basque et du Seignanx a donné un avis favorable sur le projet de carte communale le 9 mai 2019.

La CDPENAF s'est réunie le 27 mai 2019 et a émis un avis favorable au projet de carte communale sous réserve de retirer de la zone constructible les parcelles cadastrées A 782 – A 802 - A 803, quartier Bidau considérant qu'une construction porterait atteinte à l'activité agricole compte tenu de la proximité d'un bâtiment d'élevage qui génère un périmètre de réciprocité.

En cas de modification du projet postérieurement à l'enquête publique, l'examen pour la dérogation portera sur l'intégralité du nouveau projet et non uniquement sur les ajouts, annulant de fait la présente décision.

En conséquence, je vous accorde la dérogation au regard des dispositions de l'article L 142-5 du code de l'urbanisme à l'exception des parcelles cadastrées A 782 – A 802 – A 803, quartier Bidau.

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Eddie BOUTTERA

Copie à : Monsieur le Sous-Préfet de Bayonne